Délibération affichée à l'Hôtel de Ville
et transmise au représentant de l'Etat
le 9 janvier 2020

CONSEIL DE PARIS

Extrait du registre des délibérations

Séance des 9, 10, 11, 12 et 13 décembre 2019

2019 V. 571 Vœu sur la sécurité des Parisiens

Le Conseil de Paris,

Considérant les liens historiques unissant la Ville de Paris à la Préfecture de Police et la reconnaissance donnée au travail des agents de la Préfecture de Police au service des parisiennes et des parisiens.

Considérant que le Préfet de Police est, avec la Maire de Paris, autorité de police de municipale droit commun et à ce titre siège devant le Conseil de Paris,

Considérant la contribution annuelle de la Ville de Paris à la Préfecture de police, dans le cadre du Budget Spécial, dont le montant pour 2020 s'établira, pour la section de fonctionnement, à la somme de 219 386 464 €, correspondant à un effort de + 1,7 96 par rapport à la contribution 2019, bien au-delà du taux d'évolution contractualisé entre l'État et la Ville. Ce budget illustre bien les liens forts, historiques, qui unissent notre Ville et la Préfecture de Police mais également l'attachement et la reconnaissance que nous portons à ses personnels de la Préfecture de Police,

Considérant le partenariat ancien entre la Ville de Paris et la Préfecture de Police en matière de prévention de la délinquance et la nécessité d'objectiver la réalité des faits de délinquance pour mettre en œuvre une politique publique concertée qui imposent d'informer régulièrement la Maire de Paris des résultats obtenus au titre de la lutte contre la délinquance,

Considérant la transmission par le précédent préfet de police d'un point complet sur les effectifs dans chaque commissariat, à fin décembre 2018, et que cet état de situation devait être actualisé tous les six mois,

Considérant le vœu adopté par le Conseil de Paris de novembre 2017 demandant que les statistiques de la délinquance et des effectifs de police soient publiés mensuellement, arrondissement par arrondissement, ainsi que les 7 VŒUX, votés dans les conseils d'arrondissement et en Conseil de Paris de juin dernier demandant unanimement la transparence en matière de chiffres de la délinquance et sur les effectifs policiers,

Considérant les avis récents rendus par la Commission d'Accès aux Documents Administratifs qui confirment que la communication des statistiques de la délinquance ne présente pas un risque de porter atteinte à la sécurité publique et donc que les statistiques de la délinquance sont communicables à toute personne qui en fait la demande,

Considérant par ailleurs l'attachement de Paris à la liberté de manifester, liberté fondamentale inscrite au cœur de l'histoire de notre Ville.

Considérant que cette liberté ne peut s'exercer que si chacun bénéficie d'une pleine et entière sécurité, que les violences et les dégradations des biens publics et privés sont empêchées

Considérant l'extrême gravité des violences qui émaillent de nombreuses manifestations à caractère revendicatif depuis de longs mois, faisant de nombreux blessés parmi les manifestants et les forces de l'ordre, dont certains très grièvement,

Considérant qu'il appartient au Gouvernement, par l'intermédiaire du Ministère de l'Intérieur, de prévoir les dispositifs de sécurité adaptés via la mobilisation des services de police, des agents de la Préfecture comme des forces mobiles,

Considérant l'engagement sans faille, le dévouement et le courage des forces de l'ordre, et notamment des fonctionnaires de la Préfecture de Police et de la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris, auquel la Ville de Paris tient une nouvelle fois à rendre hommage,

Considérant la mobilisation de la Ville de Paris, à travers l'ensemble de ses services et de ses élu(e)s afin que tout soit mis en œuvre pour permettre aux manifestants de manifester librement et en toute sécurité et éviter les dégradations, protéger les riverains, les habitants et les commerçants,

Considérant, pour autant, les dégâts matériels considérables sur l'espace public parisien générés par les débordements et faits de violences et l'extrême mobilisation des services de la Ville de Paris pour faire face à l'ensemble des besoins constatés, pour nettoyer, réparer et intervenir en urgence afin de rendre au plus vite aux Parisiens l'ensemble des espaces impactés,

Considérant par ailleurs, qu'au-delà du maintien de l'ordre, la Ville de Paris s'est exprimée à de nombreuses reprises afin de rappeler l'impérieuse nécessité d'une présence policière permanente, visible et dissuasive sur le terrain,

Considérant que les Parisiennes et les Parisiens ont besoin de cette mobilisation de moyens à la hauteur des enjeux, au regard notamment de la situation alarmante sur le Nord-Est parisien : rixes, agressions, vols, exploitation de la misère, traite des êtres humains, trafics de stupéfiants ou criminalité organisée,

Considérant que le manque d'effectifs actuellement affectés à ces missions de tranquillité publique et de police de proximité met à mal toutes nos actions, au service des parisiennes et des parisiens;

Considérant enfin l'attachement de la Ville de Paris au lien entre la police et les habitants dont les actions et les projets, portés par les associations méritent d'être soutenus et amplifiés ;

Considérant que la confiance des habitants dans leur police et ceux qui la représentent passe notamment par la nécessité d'encadrer juridiquement le contrôle d'identité, notamment par l'établissement d'un procès-verbal à l'issue du contrôle

Considérant que le Conseil de Paris a adopté un vœu en février 2016 pour porter la candidature de la Ville de Paris pour être territoire d'expérimentation du récépissé dans le cadre des contrôles d'identité, et que cette candidature a été maintes fois rappelée.

Sur proposition de l'exécutif,

Émet le vœu :

- La Maire de Paris saisisse le Ministère de l'intérieur au titre de l'article premier de la loi du 7 octobre 2016 pour une République numérique, qui prévoit que les administrations sont tenues de communiquer les documents administratifs qu'elles détiennent aux autres administrations qui en font la demande pour l'accomplissement de leurs missions de services publics, pour accéder à la demande, déjà répétée à de nombreuses reprises, de communication des statistiques mensuelle de la délinquance et des effectifs de police nationale, à Paris et arrondissement par arrondissement,

et, sans réponse ou en cas de réponse défavorable saisisse la Commission d'Accès aux Documents Administratifs

- La Préfecture de Police renforce la présence de policiers en tenue dans l'espace public pour assurer la sécurité des Parisiennes et des Parisiens,
- La Préfecture de Police informe et associe systématiquement la Ville de Paris à la définition des dispositifs de sécurité, et précise à l'ensemble des élus du Conseil de Paris les dispositifs mis en place dans le cadre de ces mobilisations,